

Sélection d'article sur la politique suisse

Requête	20.04.2024
Thème	Sans restriction
Mot-clés	Partis conservateur et de droite
Acteurs	Sans restriction
Type de processus	Débat public
Date	01.01.1965 - 01.01.2023

Imprimer

Éditeur

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Contributions de

Brändli, Daniel
Buchwalder, Mathias
Bühlmann, Marc
Gilg, Peter
Hohl, Sabine
Schoenholtz, Stephan

Citations préféré

Brändli, Daniel; Buchwalder, Mathias; Bühlmann, Marc; Gilg, Peter; Hohl, Sabine; Schoenholtz, Stephan 2024. *Sélection d'article sur la politique suisse: Partis conservateur et de droite, Débat public, 1980 - 2021*. Bern: Année Politique Suisse, Institut de science politique, Université de Berne. www.anneepolitique.swiss, téléchargé le 20.04.2024.

Sommaire

Chronique générale	1
Eléments du système politique	1
Problèmes politiques fondamentaux	1
Climat national	1
<hr/>	
Partis, associations et groupes d'intérêt	2
Partis	2
Grands partis	2
Partis conservateur et de droite	2

Abréviations

Chronique générale

Éléments du système politique

Problèmes politiques fondamentaux

Climat national

DÉBAT PUBLIC
DATE: 30.06.2021
MATHIAS BUCHWALDER

La crise du Covid-19 a fait irruption dans le quotidien des suisses et des suissesses au début de l'année 2020, plongeant le pays, mais aussi le reste du monde, dans une période inhabituelle d'incertitudes. Comme l'ont constaté les médias nationaux, cette crise s'est accompagnée d'une dégradation du climat politique et sociétal, en particulier avec les deuxième et troisième vagues à l'automne 2020 et au printemps 2021. Evoqué à maintes reprises par la presse, la **fracture** qui s'est développée **au sein de la population** s'est accentuée avec l'arrivée des vaccins, et avec eux des débats autour des certificats sanitaires, des conditions d'entrée dans les événements culturels et dans les restaurants ou encore de la gratuité des tests. Des manifestations ont eu lieu à divers endroits du pays pour protester contre les mesures sanitaires. Au niveau politique, la population a certes approuvé la loi Covid-19 en votation le 13 juin 2021. Cependant, le souverain se prononcera à nouveau le 28 novembre 2021 sur la deuxième mouture de cette loi, le comité référendaire n'ayant eu aucun mal à rassembler les signatures nécessaires à la tenue d'un autre référendum.

Dans ce contexte, de nombreux et nombreuses opposants et opposantes ont dénoncé les mesures sanitaires «imposées» par le Conseil fédéral, allant jusqu'à utiliser le terme de «**dictature**» pour qualifier la situation actuelle. L'UDC souhaitait faire office de porte-parole à cette partie de la population et plusieurs de ses représentantes et représentants se sont montrés très critique à l'encontre des autorités. Le conseiller national zurichois Roger Köppel n'a d'ailleurs pas hésité à exiger la démission de l'entier du collège fédéral. La virulence des élu.e.s agrarien.ne.s a poussé le président de la Confédération Guy Parmelin, issu du même parti, à mettre les points sur les i à la fin du mois de février, rappelant que la Suisse est loin d'être une dictature. Certain.e.s élu.e.s cantonaux.ales ont par ailleurs pris leurs distances avec la ligne du parti, à l'exemple du ministre de la santé argovien Jean-Pierre Gallati. Selon lui, Magdalena Martullo-Blocher (GR), qui fut l'une des premières à utiliser le terme «dictature», n'aurait pas pu utiliser ce terme «si nous vivions réellement dans une dictature». Le ministre de la santé de Bâle-Campagne Thomas Weber et ses homologues bernois et zurichois Pierre Alain Schnegg et Natalie Rickli, tous membres de l'UDC, ont également trouvé les propos de Martullo-Blocher exagérés.

Le co-président du PS Cédric Wermuth se montrait critique à l'égard du parti agrarien dans les colonnes de l'Aargauer Zeitung en mars 2021. Selon lui, la communication de l'UDC était le signe d'une radicalisation des propos et banalisait certaines formes de violence. Ainsi, cela enverrait un signal à une frange très à droite de la population, donnant l'impression qu'il est permis de sortir des règles du jeu démocratique, comme cela fut le cas au États-Unis en janvier 2021 avec l'attaque du capitol par des partisans du président non-réélu Donald Trump. Pour Cédric Wermuth, ce comportement de l'UDC est d'autant plus «grotesque» que le parti occupe la présidence du Conseil national avec Andreas Aebi et celle des États avec Alex Kuprecht, en plus de la présidence de la Confédération. Le chef de la fraction UDC au parlement Thomas Aeschi soutenait cependant les propos de ses camarades de parti, regrettant un problème de concentration des pouvoirs entre les mains de l'exécutif durant la pandémie; une situation rendue possible par la loi sur les épidémies, qui n'aurait jamais dû permettre cela selon lui.

La déchirure au sein de la population – ainsi décrite dans les médias – s'est également observée à travers les nombreuses théories alternatives quant à l'origine du virus ou aux effets des vaccins. Diverses **théories du complot** ont ainsi eu le vent en poupe, comme l'a montré une étude de l'université de Bâle, qui a recueilli via un questionnaire anonyme en ligne les réponses de plus de 1'600 personnes en Suisse et en Allemagne. Les résultats, publiés dans la revue «Psychological Medicine», ont révélé que 10 pour cent des personnes questionnées croyaient fermement à au moins une théorie complotiste. 20 pour cent d'entre elles croyaient plus ou moins à une théorie, alors que les 70 pour cent restant n'étaient pas crédules. L'étude précise que les théories doivent être considérées de manière différenciée. Lorsqu'il s'agissait de savoir si le virus est d'origine humaine, 28 pour cent des personnes interrogées étaient convaincues que oui. 38 pour cent étaient indécises et 35 pour cent pensaient que non. Quant à la version officielle de l'origine de virus, 27 pour cent des répondant.e.s se montraient très méfiant.e.s et doutaient de sa véracité. 35 pour cent y croyaient, alors

que 38 pour cent restaient indécis.es face à cette question. Les avis très différents, parfois au sein d'une même famille, ont pu mener à de profonds désaccords et parfois à des conflits. Ce sujet a beaucoup intéressé la presse, qui y a consacré de nombreux articles.

Plusieurs organisations ont profité de cette occasion pour répandre diverses théories conspirationnistes. La Sonntagszeitung a consacré un article décryptant ce phénomène. L'une de ces théories, soutenue par le Parti nationaliste suisse, d'extrême-droite, imputait la propagation du coronavirus au financier juif George Soros, qui aurait possédé une usine à Wuhan, le premier lieu où le virus a été observé. D'après l'hebdomadaire, Soros est la cible fréquente des théoriciens du complot néonazis, qui lui reprochent notamment de soutenir financièrement les voyages des migrant.e.s en direction de l'Europe. Mais les théories complotistes ne sont pas l'apanage de l'extrême-droite. Dans certains milieux de gauche, la fermeture des frontières au printemps 2020 n'a pas été perçue comme une manière de freiner la progression du virus, mais plutôt comme un acte raciste qui visait à empêcher l'arrivée de réfugié.e.s et à «préserver la structure actuelle de la société», expliquait la Sonntagszeitung. Selon l'Aargauer Zeitung, d'autres théories ont foisonné sur les réseaux sociaux, alimentées par des mouvements qui n'ont pas confiance dans les autorités.¹

Partis, associations et groupes d'intérêt

Partis

Grands partis

Neben den drei grossen Regierungsparteien, deren Platz im bundespolitischen Spannungsfeld weitgehend vorgezeichnet ist, **bekundet** die **Schweizerische Volkspartei (SVP)** noch **Mühe**, ihren Standort zu definieren. So gelang es der Programmkommission nicht, neben den schon 1977 genehmigten Grundsätzen und den kurzfristigen Aktionsprogrammen auch eine **neue «Parteiphilosophie»** ausarbeiten zu lassen. Die beauftragte Arbeitsgruppe beschränkt sich deshalb einstweilen auf Einzelprobleme. Für die Praxis legte Parteipräsident Hofmann Wert auf eine über blosser Zusammenarbeit hinausgehende Gemeinschaft der bürgerlichen Fraktionen der Bundesversammlung.

Im Kanton Zürich trat die SVP mit **besonderer Härte gegenüber den Jugendunruhen** hervor: so verlangte sie die Bekanntgabe der Namen von wiederholt verhafteten «Randalierern», und in der Hauptstadt forderte sie Stadtpräsident Widmer (Idu) zum Rücktritt auf. Es konnte deshalb überraschen, dass sich die Berner Stadtpartei auf die Gemeindewahlen hin links vom Freisinn zu profilieren versuchte.

Im **Südjura** gelang es, die 1978 eingetretene Spaltung zu überwinden; der militante Antiseparatist Paul Gehler wurde durch die Wahl zum Ehrenpräsidenten des Landesteilverbandes versöhnt.²

Partis conservateur et de droite

Der Corriere del Ticino wählte Parteipräsident und Nationalrat **Giuliano Bignasca** hinter alt Bundesrat Giuseppe Motta **zum zweitwichtigsten Tessiner Politiker** des vergangenen Jahrhunderts. Mit der Gründung der Lega habe er die Politik auf der Alpensüdseite vollständig auf den Kopf gestellt. Dabei drohten dem Politiker als Herausgeber einer Gratiszeitung, die im vergangenen Jahr anstössige Collagen von bekannten Politikerinnen veröffentlicht hatte, mehrere Strafanzeigen. 20 Nationalrätinnen und Nationalräte hatten in der vergangenen Wintersession ausserdem seinen Rücktritt aus dem Rat gefordert. Als Antwort veröffentlichte der Lega-Boss an Silvester einen Kalender, der nebst bekannten Sujets auch **Nackt-Collagen** der Lega-Grössen umfasste.³

DÉBAT PUBLIC
DATE: 31.12.1980
PETER GILG

DÉBAT PUBLIC
DATE: 13.01.2000
DANIEL BRÄNDLI

DÉBAT PUBLIC
DATE: 28.03.2007
SABINE HOHL

Im März sammelte die EDU innerhalb von zwei Wochen 50'000 Unterschriften für eine **Petition gegen den „Vampir-Song“ von DJ Bobo**, mit dem dieser für die Schweiz beim „Eurovision Song Contest“ antreten wollte. Die EDU forderte, die SRG müsse das aus Sicht der EDU okkulte Lied zurückziehen und forderte zudem den Bundesrat zum Einschreiten auf. Die Petition hatte keinen Erfolg, verschaffte der EDU aber einige Medienpräsenz.⁴

DÉBAT PUBLIC
DATE: 23.10.2008
STEPHAN SCHOENHOLTZ

Die praktisch nur noch in Biel existierende Freiheits-Partei machte dort wiederholt durch ihren **Gemeinderat** und Parteipräsidenten Jürg Scherrer von sich reden. Im Zuge seiner verschiedenen gegen Ausländer gerichteten Äusserungen kam es zu Diskussionen im Bieler Parlament und im Gemeinderat, inwiefern das Doppelmandat von Regierungsmitglied und Parteipräsident miteinander vereinbar sei. Eine entsprechende Motion des Freisinnigen Peter Moser gewann nur in abgeschwächter Form die Zustimmung des Stadtparlaments. Die Debatte im Stadtrat machte jedoch klar, dass eine Mehrheit der Auffassung ist, dass Scherrers Verhalten, zuletzt eine Aktion gegen Minarette, das Ansehen der Stadt und ihrer Exekutive schädige.⁵

DÉBAT PUBLIC
DATE: 16.08.2010
MARC BÜHLMANN

Bei der Delegiertenversammlung in Solothurn machte sich der ehemalige Bundesrat Samuel Schmid für den Erhalt der **Konkordanz** stark. Dafür brauche es aber auch eine gewisse Distanz zur Parteipolitik.⁶

DÉBAT PUBLIC
DATE: 04.04.2011
MARC BÜHLMANN

An ihrer Delegiertenversammlung Anfang April in Solothurn sprach sich die EDU für den Ausstieg aus der **Atomenergie** und für die Förderung alternativer Energien aus.⁷

DÉBAT PUBLIC
DATE: 15.10.2011
MARC BÜHLMANN

Nicht nur mit markigen Worten, sondern auch mit seinen Plakaten wirbelte der MCG Staub auf. Auf einem Plakat wurden drei grosse Krankenkassen unter dem Titel **„Arnaque d'Etat“** angeprangert. Nachdem das Plakat verboten wurde, ersetzte es der MCG durch ein schwarzes Plakat mit dem Titel „Affiche censurée“.⁸

DÉBAT PUBLIC
DATE: 30.01.2012
MARC BÜHLMANN

Anfang Jahr warf die BDP einigen Exponenten der SVP bei der **Affäre Hildebrand** eine Doppelmoral vor. Das Ziel sei ein persönlicher Rachefeldzug gewesen. Die BDP wolle sich hingegen für Sachpolitik einsetzen.⁹

DÉBAT PUBLIC
DATE: 09.05.2012
MARC BÜHLMANN

Im Kanton Tessin selber eckte die Partei wie eh und je vor allem mit **rechtspopulistischen, teilweise vulgären Aktionen** an. Für besonders hohe Wellen sorgte der Sohn des Gründers der Partei, Boris Bignasca, der dem ehemaligen SP-Kantonsrat und Schriftsteller Giovanni Orelli den Tod wünschte. Sogar die Tessiner Kantonsregierung – nota bene mit zwei Vertretern (Marco Borradori und Norman Gobbi) der Lega bestückt – verurteilte die schwerwiegende Beleidigung einstimmig. Diese Geschichte zeigte auch auf, wie die Lega ihre Rolle zwischen rechter Opposition und Mehrheitspartei nach wie vor suchte. Seit 2011 ist die Lega im Tessin zweitstärkste Kraft und stellt zwei der fünf Regierungsräte.¹⁰

DÉBAT PUBLIC
DATE: 12.05.2012
MARC BÜHLMANN

Der Verlust ihres Freiburger Sitzes bei den Nationalratswahlen 2011 war für die CSP Anlass, ihren Namen zu überdenken. Auf nationaler Ebene als auch in den Kantonen – die CSP hat Sektionen in den Kantonen Jura, Freiburg, Wallis und Zürich – sollte bis im Sommer 2013 vor allem über das C reflektiert werden. Darüber hinaus sollten auch **thematische Perspektiven** entwickelt werden. Favorisierte Themen waren die Generationenpolitik, die Umwelt- und Energiepolitik sowie die Raumplanung. An ihrer Delegiertenversammlung Mitte Mai beschloss die Partei, mit einer Bündelung der Kräfte und einem besseren Profil „zurück ins Bundeshaus“ zu wollen.¹¹

DÉBAT PUBLIC
DATE: 13.06.2012
MARC BÜHLMANN

In der **Asylpolitik** versuchte die EVP eine Mitteposition zu vertreten. Im Rahmen der Asyldebatte in der Sommersession plädierte die EVP für eine Straffung der Verfahren, lehnte aber den Vorschlag, Asylsuchenden nur noch Nothilfe zu gewähren, ab.¹²

DÉBAT PUBLIC
DATE: 15.06.2013
MARC BÜHLMANN

Eine eigenständige Position nahm die BDP in der **Finanzpolitik** ein. Unterstützt von ihrer Finanzministerin Eveline Widmer-Schlumpf, die allerdings mit ihrer offiziellen Politik vor allem bei der Rechten aneckte, forderte die Partei ein Umdenken und eine aktives Engagement für einen globalen Informationsaustausch. Die Schweiz könne nicht dauernd warten, bis sie mit dem Rücken zur Wand stehe und dann reagieren müsse, sondern sie solle die internationale Finanzpolitik aktiv mitgestalten. Gegen die geplante Abgeltungssteuer äusserte sich die Partei skeptisch und hinsichtlich des Bankgeheimnisses fordert die BDP mehr Transparenz. In einem an die Presse gespielten vertraulichen Protokoll wurde deutlich, dass die BDP-Bundesrätin die Partei in diese Richtung drängte, obwohl diese Politik vom Gesamtbundesrat nicht abgestützt war. In der Presse wurde der BDP auch vorgeworfen, ihre Position nach dem Wind zu richten, hätte sie doch vor nicht allzu langer Zeit noch das Bankgeheimnis verteidigt. Die auch von der „Lex USA“ befeuerte Diskussion wurde als Möglichkeit einer weiteren Annäherung an die CVP betrachtet, hatte sich die CVP doch bei besagter, allerdings letztlich abgelehnter Vorlage etwas überraschend der Haltung der BDP angeschlossen.¹³

DÉBAT PUBLIC
DATE: 26.06.2013
MARC BÜHLMANN

Nachdem BDP-Bundesrätin Eveline Widmer-Schlumpf mit der Lex USA eine empfindliche Niederlage einstecken musste, wählte BDP-Präsident Martin Landolt die Strategie Angriff. In einem Interview in der Sonntagspresse betrieb er zwei Jahre vor den Nationalratswahlen Wahlkampf, indem er seine Vorstellung einer idealen **Regierungszusammensetzung** erörterte. Während der SVP und der FDP insgesamt drei und der Linken zwei Sitze zustehen würden, müsse die Mitte mit zwei Sitzen – je ein BDP und ein CVP-Mandat – vertreten sein. Die Freisinnigen würden derart ähnlich wie die SVP politisieren, dass die Rechte nicht vier Sitze haben dürfe. Sukkurs erhielt Landolt von der SP, die der FDP ebenfalls die Legitimation auf einen zweiten Bundesratssitz absprach.¹⁴

DÉBAT PUBLIC
DATE: 26.07.2013
MARC BÜHLMANN

Unter der Führung des Bruders des verstorbenen Giuliano Bignasca, Attilio Bignasca, versuchte die Lega an ihre Wurzeln anzuknüpfen. Anfang der 1990er Jahre fuhren Legisti aus Protest gegen das damals verhängte sommerliche Tempolimit im Schnecken tempo auf der Autobahn von Airolo nach Chiasso. Diese **„Karawane der Freiheit“** sollte am 26. Juli des Berichtsjahrs von Attilio Bignasca erneut in Gang gesetzt werden. Diesmal wollte die Lega gegen die geplante Erhöhung der Gebühren für die Autobahnvignette auf CHF 100 die „Gerichtsvollzieher aus Bern“ aufscheuchen. Die Aktion wurde allerdings ein Flop, weil sich lediglich 20 Autos in die Karawane einreihen.¹⁵

DÉBAT PUBLIC
DATE: 12.09.2013
MARC BÜHLMANN

Hinsichtlich ihrer **Energiepolitik** wurde der BDP vorgeworfen, ihre Positionen zu wechseln. Der Atomausstieg sei 2011 nur beschlossen worden, um den Bundesratssitz von Eveline Widmer-Schlumpf zu retten. In der Zwischenzeit sei die Partei aber atomfreundlicher geworden, was nicht zuletzt auch damit zu tun habe, dass viele BDP-Exponenten mit der BKW verbandelt seien, der Besitzerin des AKW Mühleberg. Hans Grunder (BE), ehemaliger Parteipräsident der BDP, dementierte die Gerüchte. Die BDP und er selber würden hinter dem Atomausstieg stehen. Das schulde man den zukünftigen Generationen.¹⁶

DÉBAT PUBLIC
DATE: 15.12.2013
MARC BÜHLMANN

Ende Jahr beteiligte sich die BDP mit einem neuen Vorschlag an der Debatte um die **Rentenreform**. Die Diskussion um die Höhe des Rentenalters sei von Ideologie geprägt, befand Parteipräsident Landolt. Man könne die Debatte entpolitisieren, wenn ökonomische Fakten berücksichtigt würden. Konkret schlug die BDP mit einem parlamentarischen Vorstoss vor, das Rentenalter an die Lebenserwartung zu knüpfen. Die Idee ist, dass das Rentenalter 80% der durchschnittlichen Lebenserwartung bei Frauen und Männern betragen soll. 2013 wäre das Rentenalter also bei 66 Jahren zu liegen gekommen. Der Vorschlag wurde von SVP und FDP positiv, von der CVP skeptisch und von der Linken mit Ablehnung aufgenommen.¹⁷

- 1) SoZ, 5.4.20; NZZ, 3.2.21; AZ, 27.2.21; NZZ, 2.3.21; AZ, 3.3., 11.3., 13.3.21; NZZ, 17.3., 20.3.21; CdT, 24.3.21; AZ, 29.3., 8.4.21; NZZ, 10.4.21
- 2) BaZ, 28.1.80; BZ, 28.1.80; Bund, 11.6.80; NZZ; 7.10., 27.10., 13.11.80; SGT, 11.10.80; LNN; 27.10.80; BZ, 4.11.80.; SVP (1977). Jahresbericht.
- 3) BaZ, 3.1.00.; Ww, 13.1.00.
- 4) AZ und Bund, 28.3.07.
- 5) BZ, 23.10.06.
- 6) SZ, 23.8.10.
- 7) NZZ, 4.4.11.
- 8) Presse vom 6.9.11, 24h, 7.10.11, LT, 8.10.11, SGT, 12.10.11, TG, 15.10.11.
- 9) SGT und NZZ, 30.1.12.
- 10) CdT, 2.5.12; NLZ und BaZ, 4.5.12; NZZ, 9.5.12.
- 11) Medienmitteilung CSP vom 12.5.12; Lib, 27.8.12.
- 12) Medienmitteilung EVP vom 13.6.12..
- 13) SoZ, 27.1. und 27.3.13; WW, 18.4.13 (Wind); NZZ, 6.5.13; Blick, 14.5.13; NZZ, 27.5. und 15.6.13.
- 14) SoZ, 23.6.13; AZ und BaZ, 24.6.13; NZZ, 25.6.13; BaZ, 26.6.13.
- 15) CdT, 22.7.13; CdT und LZ, 24.7.13; TA und LZ, 25.7.13; NZZ, 26.7.13; Presse vom 27.7.13; CdT, 7.8. und 13.8.13.
- 16) WW, 12.9.13.
- 17) SO, 15.12.13.